



**Décision CODEP-CLG-2019-019672
du président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019
portant délégation de signature aux agents**

modifiée par les décisions mentionnées en annexe

VERSION CONSOLIDÉE AU 29 AVRIL 2022

Le président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment son livre I^{er}, son livre II et son livre V ;

Vu le code de la santé publique, notamment le chapitre III du titre III du livre III de sa première partie ;

Vu le code des transports, notamment le chapitre II du titre V du livre II de sa première partie ;

Vu le code du travail, notamment les livres I^{er} à V et le livre VII de sa quatrième partie et le livre I^{er} de sa huitième partie ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives ;

Vu le décret du 13 novembre 2018 portant nomination du président de l’Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu la décision n° 2012-DC-0256 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 12 janvier 2012 modifiée portant organisation des services de l’Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu la décision CODEP-CLG-2016-034443 du président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 29 août 2016 portant nomination à l’Autorité de sûreté nucléaire du directeur général ;

Vu la décision CODEP-CLG-2018-025197 du président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 mai 2018 modifiée portant organisation des services centraux et des divisions territoriales de l’Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu la décision n° 2018-DC-0644 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 9 octobre 2018 portant adoption du règlement intérieur de l’Autorité de sûreté nucléaire ;

Vu la décision n° 2019-DC-0668 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 23 avril 2019 portant délégation de pouvoirs au président pour prendre certaines décisions ;

Vu la convention du 14 juin 2010 relative à la mise à disposition à temps partiel auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire de onze chefs de services déconcentrés en régions relevant du ministère chargé de l'environnement,

Décide :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Olivier GUPTA, directeur général, à l'effet de signer, au nom du président :

1° tous actes et décisions relevant des pouvoirs que le président tient de la loi se rapportant au fonctionnement de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et à la gestion de ses personnels, en particulier :

a) tous actes, documents et ordres de mission concourant à l'exécution des opérations de recettes et de dépenses au titre du budget de fonctionnement de l'ASN, ainsi que toutes décisions, tous engagements, documents comptables et pièces justificatives concernant les crédits gérés par l'ASN,

b) toutes conventions mentionnées aux articles L. 592-12, L. 592-14 et L. 592-16 du code de l'environnement, utiles à l'accomplissement des missions de l'Autorité, y compris les contrats de travail,

c) tous actes et décisions concourant aux actions en justice mentionnées à l'article L. 592-17 du code de l'environnement,

2° tous actes et décisions mentionnés aux articles 2 et 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, ainsi que tous actes se rapportant à l'exécution des décisions du collège de l'ASN.

Article 2

Délégation est donnée à M. Daniel DELALANDE, directeur général adjoint, à l'effet de signer, au nom du président :

1° a) tous actes, documents et ordres de mission concourant à l'exécution des opérations de recettes et de dépenses au titre du budget de fonctionnement de l'ASN, ainsi que toutes décisions, tous engagements, documents comptables et pièces justificatives concernant les crédits gérés par l'ASN,

b) toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-12 du code de l'environnement, relatives au recrutement des personnels de l'ASN, quelles qu'en soient les modalités, toutes conventions relatives à la formation des agents de l'ASN ainsi que tous actes de gestion administrative des agents de l'ASN, et également toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-16 de ce même code utiles à l'accomplissement des missions de l'ASN,

c) tous actes et décisions concourant aux actions en justice mentionnées à l'article L. 592-17 du code de l'environnement,

2° tous actes et décisions mentionnés aux points 2) et 3) de l'article 2 et à l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

Article 3

Délégation est donnée à M. Pierre BOIS, directeur général adjoint, à l'effet de signer, au nom du président :

1° a) tous actes, documents et ordres de mission concourant à l'exécution des opérations de recettes et de dépenses au titre du budget de fonctionnement de l'ASN, ainsi que toutes décisions, tous engagements, documents comptables et pièces justificatives concernant les crédits gérés par l'ASN,

b) toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-12 du code de l'environnement, relatives au recrutement des personnels de l'ASN, quelles qu'en soient les modalités, toutes conventions relatives à la formation des agents de l'ASN ainsi que tous actes de gestion administrative des agents

de l'ASN, et également toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-16 de ce même code utiles à l'accomplissement des missions de l'ASN,

c) tous actes et décisions concourant aux actions en justice mentionnées à l'article L. 592-17 du code de l'environnement,

2° tous actes et décisions mentionnés aux points 2) et 3) de l'article 2 et à l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

[Article 3-1 créé par la décision CODEP-CLG-2019-025305 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 7 juin 2019 et abrogé par la décision CODEP-CLG-2020-003962 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 janvier 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Article 3 modifié par la décision CODEP-CLG-2022-019820 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 19 avril 2022 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 4

Délégation est donnée à M. Julien COLLET, directeur général adjoint, à l'effet de signer, au nom du président :

1° a) tous actes, documents et ordres de mission concourant à l'exécution des opérations de recettes et de dépenses au titre du budget de fonctionnement de l'ASN, ainsi que toutes décisions, tous engagements, documents comptables et pièces justificatives concernant les crédits gérés par l'ASN,

b) toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-12 du code de l'environnement, relatives au recrutement des personnels de l'ASN, quelles qu'en soient les modalités, toutes conventions relatives à la formation des agents de l'ASN ainsi que tous actes de gestion administrative des agents de l'ASN, et également toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-16 de ce même code utiles à l'accomplissement des missions de l'ASN,

c) tous actes et décisions concourant aux actions en justice mentionnées à l'article L. 592-17 du code de l'environnement,

2° tous actes et décisions mentionnés aux points 2) et 3) de l'article 2 et à l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier GUPTA, directeur général, de M. Daniel DELALANDE, directeur général adjoint, de M. Pierre BOIS, directeur général adjoint, et de M. Julien COLLET, directeur général adjoint, M. Christophe QUINTIN, inspecteur en chef, est habilité à signer, au nom du président :

1° a) tous actes, documents et ordres de mission concourant à l'exécution des opérations de recettes et de dépenses au titre du budget de fonctionnement de l'ASN, ainsi que toutes décisions, tous engagements, documents comptables et pièces justificatives concernant les crédits gérés par l'ASN,

b) toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-12 du code de l'environnement, relatives au recrutement des personnels de l'ASN, quelles qu'en soient les modalités, toutes conventions relatives à la formation des agents de l'ASN ainsi que tous actes de gestion administrative des agents de l'ASN, et également toutes conventions mentionnées à l'article L. 592-16 de ce même code utiles à l'accomplissement des missions de l'ASN,

c) tous actes et décisions concourant aux actions en justice mentionnées à l'article L. 592-17 du code de l'environnement,

2° tous actes et décisions mentionnés aux points 2) et 3) de l'article 2 et à l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

[Article 5 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2019-025305 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 7 juin 2019, par la décision CODEP-CLG-2020-003962 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 janvier 2020 et par la décision CODEP-CLG-2022-019820 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 19 avril 2022 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 6

Délégation est donnée à M. Jean-Patrick GOUDALLE, secrétaire général, à l'effet de signer, au nom du président :

a) tous actes, documents et ordres de mission concourant à l'exécution des opérations de recettes et de dépenses au titre du budget de fonctionnement de l'ASN, toutes décisions, tous engagements, documents comptables et pièces justificatives concernant les crédits gérés par l'ASN, ainsi que tous actes de gestion administrative des agents de l'ASN,

b) toutes conventions mentionnées aux articles L. 592-12 et L. 592-16 du code de l'environnement, relatives au recrutement des personnels de l'ASN, quelles qu'en soient les modalités, ainsi que toutes conventions relatives à la formation des agents de l'ASN.

[Article 6 modifié par la décision CODEP-CLG-2022-016466 du 29 mars 2022 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 7

1° Délégation est donnée à M. Rémy CATTEAU, directeur de la direction des centrales nucléaires, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 4), 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 17), 31), 32), 33), 34), 36), 38), 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

2° Délégation est donnée à M. Philippe DUPUY, directeur adjoint de la direction des centrales nucléaires, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 4), 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 17), 31), 32), 33), 34), 36), 38), 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Yves GUANNEL, chef du bureau des agressions et des réexamens de sûreté de la direction des centrales nucléaires, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, et 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Cyril BERNADE, chef du bureau de la radioprotection, de l'environnement et de l'inspection du travail de la direction des centrales nucléaires, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, et 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à Mme Stéphanie PEIRO, cheffe du bureau de la réglementation et des nouvelles installations de la direction des centrales nucléaires, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, et 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Laurent FOUCHER, chef du bureau « cœur – études » de la direction des centrales nucléaires, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, et 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à Mme Aline FRAYSSE, cheffe du bureau « exploitation » de la direction des centrales nucléaires, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, et 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Jean-Karim INTISSAR, chef du bureau du suivi des matériels et des systèmes de la direction des centrales nucléaires, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, et 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée. ».

[Article 7 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, et par la décision CODEP-CLG-2021-051188 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 29 octobre 2021 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 8

Délégation est donnée à Mme Corinne SILVESTRI, directrice de la direction des équipements sous pression, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 17), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19), 32), 33), 34), 35) seulement pour ce qui concerne les avis prévus aux II et VII de l'article 6 de l'arrêté du 30 décembre 2015 relatif aux équipements sous pression nucléaires et à certains accessoires de sécurité destinés à leur protection, 36), 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

[Article 8 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-036233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 30 août 2019 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 9

1° Délégation est donnée à M. Fabien FÉRON, directeur de la direction des transports et des sources, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) seulement pour ce qui concerne les décisions relatives au transport interne et à l'exception des décisions en matière d'approbation du pôle de compétences en radioprotection prévues à l'article R. 593-113 du code de l'environnement et au 3° de l'article R. 4451-125 du code du travail et des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement relatives au transport interne, 17), 20) à l'exception des décisions d'agrément initiaux et des décisions d'arrangements spéciaux, 22), 24), 28), 29), 30), 31), 32), 33), 34), 36), 38), 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

2° Délégation est donnée à Mme Andrée DELRUE, cheffe du bureau « radioprotection et sources » de la direction des transports et des sources, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 36 de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Thierry CHRUPEK, chef du bureau « contrôle des transports » de la direction des transports et des sources, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

Article 10

1° Délégation est donnée à M. Cédric MESSIER, directeur de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 4), 5), 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 17), 31), 32), 33), 34), 35) seulement pour ce qui concerne les avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique, 36), 38), 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée ;

2° Délégation est donnée à M. Igor SGUARIO, directeur adjoint de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 4), 5), 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce

même code, 9), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 17), 31), 32), 33), 34), 35) seulement pour ce qui concerne les avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique, 36), 38), 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à Mme Laure FREY, cheffe du bureau « LUDD et installations de recherche » de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, et 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à Mme Estelle CHAPALAIN, cheffe du bureau des installations du cycle du combustible de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, et 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Sylvain BRETON, chef du bureau du démantèlement de l'aval du cycle et des situations héritées de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, et 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à Mme Sarah KASSIMI, cheffe du bureau du démantèlement des réacteurs et de l'amont du cycle de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, et 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Olivier LAREYNIE, chef du bureau de la gestion des déchets radioactifs de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement, et 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée ;

[Article 10 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019 et par la décision CODEP-CLG-2021-060793 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 22 décembre 2021 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 11

1° Délégation est donnée à Mme Carole ROUSSE, directrice de la direction des rayonnements ionisants et de la santé, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 17), 22), 24), 31), 32), 33), 34), 35)

seulement pour ce qui concerne les avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 36), 38), 41), 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

2° Délégation est donnée à M. Pierrick JAUNET, chef du bureau « expositions des travailleurs et du public » de la direction des rayonnements ionisants et de la santé, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à Mme Karine TACK, cheffe du bureau « expositions en milieu médical » de la direction des rayonnements ionisants et de la santé, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

[Article 11 modifié par la décision CODEP-CLG-2020-003962 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 janvier 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 11-1

Délégation est donnée à M. Olivier RIVIERE DE LA SOUCHERE, directeur de la direction de l'environnement et des situations d'urgence, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés aux points 4), 6) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 14) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 17), 31), 32), 33), 34), 36), 38), 41), 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

[Article 11-1 créé par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019 et modifié par la décision CODEP-CLG-2019-025305 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 7 juin 2019 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 12

1° Délégation est donnée à Mme Alice-Anne MEDARD, déléguée territoriale – Division de Bordeaux, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35) à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2° Délégation est donnée à M. Simon GARNIER, chef de la division de Bordeaux, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, 14) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35), à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement, des avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du même code, et 43) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

3° Délégation est donnée à M. Jean-François VALLADEAU, chef du pôle « NPx » de la division de Bordeaux, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Bertrand FREMAUX, chef du pôle « REP » de la division de Bordeaux, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, au point 18) de l'article 3 de ladite décision seulement pour ce qui concerne les actes prévus au deuxième alinéa de l'article 16 de l'arrêté du 10 novembre 1999 relatif à la surveillance de l'exploitation du circuit primaire principal et des circuits secondaires principaux des réacteurs nucléaires à eau sous pression, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité.

[Article 12 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2020-028038 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 mai 2020, la décision CODEP-CLG-2020-039047 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 août 2020, et par la décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 13

1° Délégation est donnée à M. Olivier MORZELLE, délégué territorial – Division de Caen, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35) à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, à l'exception des actes et décisions relatifs au site de Brennilis.

Il est également habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2° Délégation est donnée à M. Gaëtan LAFFORGUE-MARMET, chef de la division de Caen, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, 14) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34) et 35), à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement, des avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du même code, et 43) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier GUPTA, directeur général, et de Mme Anne BEAUVAIL, déléguée territoriale – Division de Nantes, il est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne le site de Brennilis,

3° Délégation est donnée à M. Jean-Claude ESTIENNE, chef du pôle « NPx » de la division de

Caen, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Jean-François BARBOT, chef du pôle « EPR-REP » de la division de Caen, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, au point 18) de l'article 3 de ladite décision seulement pour ce qui concerne les actes prévus au deuxième alinéa de l'article 16 de l'arrêté du 10 novembre 1999 relatif à la surveillance de l'exploitation du circuit primaire principal et des circuits secondaires principaux des réacteurs nucléaires à eau sous pression, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier GUPTA, directeur général, de Mme Anne BEAUVAL, déléguée territoriale – Division de Nantes, et de M. Gaëtan LAFFORGUE-MARMET, chef de la division de Caen, il est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne le site de Brennilis.

Délégation est donnée à M. Hubert SIMON, chef du pôle « LUDD » de la division de Caen, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier GUPTA, directeur général, de Mme Anne BEAUVAL, déléguée territoriale – Division de Nantes, et de M. Gaëtan LAFFORGUE-MARMET, chef de la division de Caen, il est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne le site de Brennilis.

[Article 13 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2019-051378 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 10 décembre 2019, la décision CODEP-CLG-2020-039047 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 août 2020, la décision CODEP-CLG-2020-046544 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 24 septembre 2020, la décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020, par la décision CODEP-CLG-2020-058407 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020, et par la décision CODEP-CLG-019820 du 19 avril 2022 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 14

1° Délégation est donnée à M. Hervé VANLAER, délégué territorial – Division de Châlons-en-Champagne, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales ainsi que pour l'ancienne région Picardie, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires

pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35) à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2° Délégation est donnée à M. Mathieu RIQUART, chef de la division de Châlons-en-Champagne, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales ainsi que pour l'ancienne région Picardie, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, 14) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34) et 35), à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement, des avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du même code, et 43) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

3° Délégation est donnée à M. Dominique LOISIL, chef du pôle « NPx » de la division de Châlons-en-Champagne, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à Mme Irène BEAUCOURT, cheffe du pôle « REP » de la division de Châlons-en-Champagne, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier

alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, au point 18) de l'article 3 de ladite décision seulement pour ce qui concerne les actes prévus au deuxième alinéa de l'article 16 de l'arrêté du 10 novembre 1999 relatif à la surveillance de l'exploitation du circuit primaire principal et des circuits secondaires principaux des réacteurs nucléaires à eau sous pression, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité.

[Article 14 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2019-036233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 30 août 2019, la décision CODEP-CLG-2020-022376 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 26 mars 2020, la décision CODEP-CLG-2020-039047 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 août 2020, et par la décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 15

1° Délégation est donnée à M. Jean-Pierre LESTOILLE, délégué territorial – Division de Dijon, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35) à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2° Délégation est donnée à M. Marc CHAMPION, chef de la division de Dijon, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, 14) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article

R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34) et 35), à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement, des avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du même code, et 43) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

[Article 15 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019 et la décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 16

1° Délégation est donnée à M. Laurent TAPADINHAS, délégué territorial – Division de Lille, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35) à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2° Délégation est donnée à M. Rémy ZMYSLONY, chef de la division de Lille, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, 14) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes

mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34) et 35), à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement, des avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du même code, et 43) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

3° Délégation est donnée à Mme Christelle LEPLAN, cheffe du pôle « NPx » de la division de Lille, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Jean-Marc DEDOURGE, chef du pôle « INB » de la division de Lille, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, au point 18) de l'article 3 de ladite décision seulement pour ce qui concerne les actes prévus au deuxième alinéa de l'article 16 de l'arrêté du 10 novembre 1999 relatif à la surveillance de l'exploitation du circuit primaire principal et des circuits secondaires principaux des réacteurs nucléaires à eau sous pression, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité.

[Article 16 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2020-039047 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 août 2020, et par la décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 17

1° Délégation est donnée à M. Jean-Philippe DENEUVY, délégué territorial – Division de Lyon, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35) à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2° Délégation est donnée à Mme Nour KHATER, cheffe de la division de Lyon, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, 14) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34) et 35), à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement, des avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du même code, et 43) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

3° Délégation est donnée à M. Laurent ALBERT, chef du pôle « NPx » de la division de Lyon, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Éric ZELNIO, chef du pôle « LUDD » de la division de Lyon, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité,

Délégation est donnée à M. Fabrice DUFOUR, chef du pôle « LUDD » délégué de la division de Lyon, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité,

Délégation est donnée à M. Richard ESCOFFIER, chef du pôle « REP » de la division de Lyon, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-

58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, au point 18) de l'article 3 de ladite décision seulement pour ce qui concerne les actes prévus au deuxième alinéa de l'article 16 de l'arrêté du 10 novembre 1999 relatif à la surveillance de l'exploitation du circuit primaire principal et des circuits secondaires principaux des réacteurs nucléaires à eau sous pression, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité,

Délégation est donnée à M. Régis BECQ, chef du pôle « REP » délégué de la division de Lyon, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, au point 18) de l'article 3 de ladite décision seulement pour ce qui concerne les actes prévus au deuxième alinéa de l'article 16 de l'arrêté du 10 novembre 1999 relatif à la surveillance de l'exploitation du circuit primaire principal et des circuits secondaires principaux des réacteurs nucléaires à eau sous pression, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité.

[Article 17 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2020-022376 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 26 mars 2020, la décision CODEP-CLG-2020-024151 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 8 avril 2020, la décision CODEP-CLG-2020-028038 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 mai 2020, la décision CODEP-CLG-2020-039047 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 août 2020, par la décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020 et par la décision CODEP-CLG-2021-060793 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 22 décembre 2021 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 18

1° Délégation est donnée à Mme Corinne TOURASSE, déléguée territoriale – Division de Marseille, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35) à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2° Délégation est donnée à M. Bastien LAURAS, chef de la division de Marseille, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, 14) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34) et 35), à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement, des avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du même code, et 43) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

3° Délégation est donnée à M. Jean FÉRIÈS, chef du pôle « NPx » de la division de Marseille, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Pierre JUAN, chef du pôle « LUDD » de la division de Marseille, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité.

[Article 18 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2020-015206 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 février 2020, et par la décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 19

1° Délégation est donnée à Mme Anne BEAUVAl, déléguée territoriale – Division de Nantes, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 14) à l'exception des décisions prévues au

second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35) à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement.

Elle est en outre habilitée à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne le site de Brennilis,

2° Délégation est donnée à Mme Émilie JAMBU, cheffe de la division de Nantes, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 14) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34) et 35), à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement, des avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du même code, et 43) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

3° Délégation est donnée à M. Yoann TERLISKA, adjoint à la cheffe de la division de Nantes, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

[Article 19 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2019-036233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 30 août 2019, et par la décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 20

1° Délégation est donnée à M. Hervé BRULÉ, délégué territorial – Division d'Orléans, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales ainsi que pour

l'ancienne région Limousin, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 15), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35) à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, à l'exception des actes et décisions relatifs aux installations nucléaires de base implantées dans la région d'Ile-de-France.

Il est également habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2° Délégation est donnée à M. Arthur NEVEU, chef de la division d'Orléans, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales ainsi que pour l'ancienne région Limousin, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, 14) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34) et 35), à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement, des avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du même code, et 43) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier GUPTA, directeur général, et de Mme Emmanuelle GAY, déléguée territoriale – Division de Paris, il est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne les installations nucléaires de base implantées dans la région d'Ile-de-France,

3° Délégation est donnée à M. Pascal BOISAUBERT, chef du pôle « NPx » de la division

d'Orléans, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Olivier GREINER, chef du pôle « LUDD » de la division d'Orléans, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier GUPTA, directeur général, de Mme Emmanuelle GAY, déléguée territoriale – Division de Paris, et de M. Arthur NEVEU, chef de la division d'Orléans, il est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne les installations nucléaires de base implantées dans la région d'Ile-de-France.

Délégation est donnée à M. Christian RON, chef du pôle « REP » de la division d'Orléans, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, au point 18) de l'article 3 de ladite décision seulement pour ce qui concerne les actes prévus au deuxième alinéa de l'article 16 de l'arrêté du 10 novembre 1999 relatif à la surveillance de l'exploitation du circuit primaire principal et des circuits secondaires principaux des réacteurs nucléaires à eau sous pression, et au point 36) de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 précité.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier GUPTA, directeur général, de Mme Emmanuelle GAY, déléguée territoriale – Division de Paris, et de M. Arthur NEVEU, chef de la division d'Orléans, il est habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, les actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne les installations nucléaires de base implantées dans la région d'Ile-de-France.

[Article 20 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2020-029812 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 juin 2020, la décision CODEP-CLG-2020-039047 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 août 2020, la décision CODEP-CLG-2020-042364 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 août 2020, la décision CODEP-CLG-2020-053699 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 10 novembre 2020, la décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020, la décision CODEP-CLG-2021-010170 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 1^{er} mars 2021, et par la décision CODEP-CLG-2021-018255 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 avril 2021 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 21

1° Délégation est donnée à Mme Emmanuelle GAY, déléguée territoriale – Division de Paris, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et

décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 15), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35) à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement.

Il est en outre habilité à signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés à l'alinéa précédent pour ce qui concerne les installations nucléaires de base implantées dans la région d'Ile-de-France,

2° Délégation est donnée à Mme Agathe BALTZER, cheffe de la division de Paris, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 14) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34) et 35), à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement, des avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du même code, et 43) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

3° Délégation est donnée à M. Alexandre BARBERO, chef du pôle « A » de la division de Paris, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites des attributions territoriales de la division de Paris et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Guillaume POMARET, chef du pôle « B » de la division de Paris, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites des attributions territoriales de la division de Paris et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril

2019 susvisée.

[Article 21 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2020-024417 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 10 avril 2020, la décision CODEP-CLG-2020-029812 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 juin 2020, la décision CODEP-CLG-2020-042364 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 août 2020, la décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020, et par la décision CODEP-CLG-2021-018255 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 avril 2021 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 22

1° Délégation est donnée à M. Hervé VANLAER, délégué territorial – Division de Strasbourg, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9), 14) à l'exception des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34), 35) à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du code de la santé publique, 43) et 45) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée, ainsi que les conventions à caractère local mentionnées à l'article L. 592-16 du code de l'environnement,

2° Délégation est donnée à Mme Camille PERIER-METZ, cheffe de la division de Strasbourg, à l'effet de signer, au nom du président, dans les limites de ses attributions territoriales, tous actes et décisions mentionnés aux points 6) à l'exception des autorisations comportant des prescriptions portant dispositions temporaires pendant la mise en œuvre des modifications mentionnées à l'article L. 593-15 du code de l'environnement qui sont soumises à autorisation et des décisions prévues au second alinéa du IV de l'article L. 122-1 de ce même code, 9) seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, 14) seulement pour ce qui concerne les récépissés de déclarations, les prescriptions spéciales, les prescriptions de l'analyse d'un tiers-expert et les récépissés de notification de cessation d'exploitation d'une installation, 15), 16), 18) à l'exception des décisions d'agrément des organismes notifiés ou habilités pour le contrôle des équipements sous pression nucléaires, à l'exception des décisions d'habilitation des organismes intervenant dans le domaine de l'évaluation de la conformité et des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement intervenant dans le domaine du suivi en service des équipements sous pression nucléaires, 19) à l'exception des décisions d'habilitation des organismes mentionnés au a) du 11° de l'article R. 557-4-2 du code de l'environnement, 22) et 36) dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, 24), 29), 31), 32), 34) et 35), à l'exception des avis prévus à l'article D. 594-13 du code de l'environnement, des avis prévus à l'article R. 1333-91 du code de la santé publique lorsque les avis sont rendus dans le

cas d'une situation d'exposition durable à des substances radioactives ne résultant pas d'une situation d'urgence radiologique et des avis prévus à l'article R. 5212-27-1 du même code, et 43) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

3°

Délégation est donnée à M. Gilles LELONG, chef du pôle « NPx » de la division de Strasbourg, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions et dans les conditions définies à l'article 15 de la décision du 12 janvier 2012 susvisée, tous actes et décisions mentionnés au point 36) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée,

Délégation est donnée à M. Vincent BLANCHARD, chef du pôle « INB » de la division de Strasbourg, à l'effet de signer, au nom du président, dans les domaines relevant de ses attributions, tous actes et décisions mentionnés au point 9) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée seulement pour ce qui concerne les décisions prévues au dernier alinéa de l'article R. 593-58 du code de l'environnement en matière de prorogation du délai d'instruction, dans la limite de six mois, des demandes d'autorisation mentionnées au même article R. 593-58, au point 18) de l'article 3 de ladite décision seulement pour ce qui concerne les actes prévus au deuxième alinéa de l'article 16 de l'arrêté du 10 novembre 1999 relatif à la surveillance de l'exploitation du circuit primaire principal et des circuits secondaires principaux des réacteurs nucléaires à eau sous pression, et au point 36 de l'article 3 de ladite décision seulement pour les actes pris dans le cadre des instructions des décisions en matière d'autorisation prévues à l'article R. 593-58 du code de l'environnement.

[Article 22 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2020-039047 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 août 2020, par la décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020, par la décision CODEP-CLG-2021-060793 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 22 décembre 2021 et par la décision CODEP-CLG-2022-019820 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 19 avril 2022 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 23

Délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du président, lorsqu'ils exercent les fonctions de chef d'équipe d'astreinte dans le cadre de l'astreinte mise en place en application de l'arrêté du 29 décembre 2017 déterminant les cas de recours aux astreintes à l'Autorité de sûreté nucléaire, tous actes et décisions mentionnés au point 32) de l'article 3 de la décision n° 2019-DC-0668 du 23 avril 2019 susvisée :

- . Mme Céline ACHARIAN, directrice de la direction de la communication, de l'information et des usages du numérique,
- . Mme Marie-Christine BARDET, cheffe du bureau des publications et du multimédia de la direction de la communication, de l'information et des usages du numérique,
- . Mme Laure FREY, cheffe du bureau « LUDD et installations de recherche » de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle,
- . M. Luc CHANIAL, directeur de la direction des relations internationales,
- . Mme Estelle CHAPALAIN, cheffe du bureau des installations du cycle du combustible de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle,
- . M. Thierry CHRUPEK, chef du bureau du contrôle des transports de la direction des transports et des sources,
- . M. Vincent CLOITRE, directeur de cabinet du directeur général,
- . Mme Adeline CLOS, cheffe de la mission d'expertise et d'animation,

- . M. Sylvain BRETON, chef du bureau du démantèlement de l'aval du cycle et des situations héritées de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle,
- . Mme Andrée DELRUE, cheffe du bureau de la radioprotection et des sources de la direction des transports et des sources,
- . M. Emmanuel EISENSTAEDT, chef du bureau de l'informatique et des usages numériques de la direction de la communication, de l'information et des usages du numérique,
- . M. Laurent FOUCHER, chef du bureau « cœur – études » de la direction des centrales nucléaires,
- . Mme Aline FRAYSSE, cheffe du bureau « exploitation » de la direction des centrales nucléaires,
- . M. Cyril BERNADE, chef du bureau de la radioprotection, de l'environnement et de l'inspection du travail de la direction des centrales nucléaires,
- . M. Julien HUSSE, chef de la mission soutien au contrôle,
- . M. Pierrick JAUNET, chef du bureau des expositions des travailleurs et du public de la direction des rayonnements ionisants et de la santé,
- . Mme Sarah KASSIMI, cheffe du bureau du démantèlement des réacteurs et de l'amont du cycle de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle,
- . Mme Olivia LAHAYE, directrice de la direction des affaires juridiques,
- . M. Yves GUANNEL, chef du bureau des agressions et des réexamens de sûreté de la direction des centrales nucléaires,
- . M. Jean-Karim INTISSAR, chef du bureau du suivi des matériels et des systèmes de la direction des centrales nucléaires,
- . Mme Karine TACK, cheffe du bureau des expositions en milieu médical de la direction des rayonnements ionisants et de la santé,
- . Mme Stéphanie PEIRO, cheffe du bureau de la réglementation et des nouvelles installations de la direction des centrales nucléaires,
- . Mme Céline REUTER, cheffe du bureau de la sécurité et des situations d'urgence de la direction de l'environnement et des situations d'urgence,
- . Mme Nathalie REYNAL, cheffe du bureau de l'environnement et de la prévention des nuisances de la direction de l'environnement et des situations d'urgence,
- . M. Olivier RIVIERE DE LA SOUCHERE, directeur de la direction de l'environnement et des situations d'urgence,
- . M. Jean-Patrick GOUDALLE, secrétaire général,
- . Mme Carole ROUSSE, directrice de la direction des rayonnements ionisants et de la santé,
- . M. Olivier LAREYNIE, chef du bureau de la gestion des déchets radioactifs de la direction des déchets, des installations de recherche et du cycle.

[Article 23 modifié par la décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019, la décision CODEP-CLG-2019-025305 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 7 juin 2019, la décision CODEP-CLG-2019-036233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 30 août 2019, la décision CODEP-CLG-2019-045929 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 29 octobre 2019, la décision CODEP-CLG-2019-051378 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 10 décembre 2019, la décision CODEP-CLG-2020-003962 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 janvier 2020, la décision CODEP-CLG-2020-015206 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 février 2020, la décision CODEP-CLG-2020-039047 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 août 2020, la décision CODEP-CLG-2020-042364 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 août 2020, la décision CODEP-CLG-2020-058407 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020, la décision CODEP-CLG-2021-010170 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 1^{er} mars 2021, par la décision CODEP-CLG-2021-018255 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 avril 2021 par la décision CODEP-CLG-2021-060793 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 22 décembre 2021 et la décision CODEP-CLG-2022-016466 du 29 mars 2022 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté

nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents]

Article 24

La décision CODEP-CLG-2019-004642 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 31 janvier 2019 portant délégation de signature aux agents est abrogée.

Article 25

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 25 avril 2019.

Signé par :

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire

Bernard DOROSZCZUK

**Annexe à la décision CODEP-CLG-2019-019672
du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019
portant délégation de signature aux agents**

Décision CODEP-CLG-2019-023457 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 mai 2019 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2019-025305 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 7 juin 2019 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2019-036233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 30 août 2019 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2019-045929 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 29 octobre 2019 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2019-051378 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 10 décembre 2019 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 modifiée portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-003962 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 janvier 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-015206 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 février 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-022376 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 26 mars 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-024151 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 8 avril 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-024417 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 10 avril 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-028038 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 mai 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-029812 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 juin 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté

nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-039047 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 4 août 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-042364 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 28 août 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-046544 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 24 septembre 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-053699 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 10 novembre 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-054233 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2020-058407 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 02 décembre 2020 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2021-010170 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 1^{er} mars 2021 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2021-018255 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 15 avril 2021 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2021-025883 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 31 mai 2021 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2021-040186 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 31 août 2021 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2021-051188 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 29 octobre 2021 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2021-060793 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 22 décembre 2021 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2022-003969 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 24 janvier

2022 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2022-016466 du 29 mars 2022 modifiant la décision CODEP-CLG-2019-019672 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents

Décision CODEP-CLG-2022-019820 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 19 avril 2022 du président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 25 avril 2019 portant délégation de signature aux agents